



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.909/4
du 28 septembre 2020

advies 67.909/4
van 28 september 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant le
règlement d'ordre intérieur des
commissions de sélection des
mandataires des services
publics régionaux de Bruxelles
et des organismes d'intérêt
public de la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot bepaling van het
huishoudelijk reglement van de
selectiecommissies voor
mandaathouders van de
gewestelijke overheidsdiensten
van Brussel en van de
instellingen van openbaar nut
en het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest'

Le 31 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 15 septembre 2020 et prorogé jusqu'au 30 septembre 2020 **, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 septembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 septembre 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

** Par courriel du 4 août 2020.

Op 31 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 15 september 2020 en verlengd tot 30 september 2020**, een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit 'van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 september 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 september 2020.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

** Bij e-mail van 4 augustus 2020.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet n'a pas été soumis à la négociation syndicale. Le délégué du Ministre a confirmé cette absence de négociation syndicale, la justifiant de la manière suivante :

« Le projet d'arrêté n'a pas été soumis à négociation au Secteur XV au motif qu'il ne relève pas de réglementations visées à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ».

L'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' dispose :

« Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi et dans les autres cas qu'Il détermine, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés à cet effet, prendre :

1° les réglementations de base ayant trait :

- a) au statut administratif, y compris le régime de congé ;
- b) au statut pécuniaire ;
- c) au régime de pensions ;
- d) aux relations avec les organisations syndicales ;
- e) à l'organisation des services sociaux.

Le Roi détermine les réglementations de base en indiquant soit les matières qui en font l'objet, soit les dispositions qui les constituent. Les arrêtés pris à cet effet sont précédés de la négociation prescrite par le présent article ».

L'article 3, 1^o, de l'arrêté royal du 29 août 1985 'déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' prévoit :

« Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant :

1° les conditions auxquelles il doit être satisfait pour être recruté, admis au stage ou nommé comme membre du personnel, y compris les conditions de participation aux éventuels concours, examens ou épreuves préalables et les règles selon lesquelles les examens sont organisés et les programmes d'examens fixés ».

Des dispositions du projet comme celles de l'article 7, relatif à la convocation des candidats, de l'article 10, alinéa 4, relatif à la date à laquelle le classement est réalisé ou de l'article 11, relatif aux procédures de sélection organisées par procédés numériques, concernent bien les droits et obligations des candidats mandataires concernés lors de la procédure de sélection, de sorte que le texte doit être soumis à la formalité ¹.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité et il en sera fait mention au préambule de l'arrêté en projet.

2. L'article 11, alinéa 2, du projet prévoit que, s'agissant des procédures de sélection organisées par procédés numériques,

« Tout enregistrement (photo, vidéo, son) est interdit pendant la procédure, sauf à des fins de formation ². Dans ce cas, toutes les parties concernées seront informées à l'avance ».

L'enregistrement à des fins de formation est susceptible de constituer un traitement de données à caractère personnel.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a indiqué :

« Il sera veillé au respect des dispositions du RGPD : l'administration recueillera au préalable le consentement des participants et ils seront également informés sur le délai de sauvegarde de l'enregistrement réalisé ».

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement ³.

Il convient dès lors de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis de l'Autorité de protection des données, en raison du traitement de données à caractère personnel qu'il envisage.

¹ Voir en ce sens l'avis n° 43.705/4 donné le 6 novembre 2007 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2008 'fixant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/43705.pdf>.

² Le délégué du Ministre a précisé que « Par la mention 'fins de formation', l'administration entend la formation de nouveaux collaborateurs, à savoir, les personnes désignées en qualité de secrétaires de la commission de sélection ».

³ Voir en ce sens l'avis n° 67.028/2 donné le 18 mars 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 mars 2020 'modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67028.pdf>.

Le préambule du projet sera ensuite complété sur ce point.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser, au titre de fondement juridique du projet, l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

2. Un arrêté du Gouvernement ne peut constituer le fondement juridique d'un autre arrêté réglementaire du Gouvernement.

Les alinéas 2 à 4 seront omis en tant qu'ils visent l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB »), l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP ») et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente (SIAMU)' (ci-après : le « statut SIAMU ») comme fondements juridiques du projet ⁴.

Toutefois, il est indiqué de mentionner ces textes dans des considérants, dès lors que le projet à l'examen prévoit une modalité d'organisation des procédures et épreuves de sélection de mandataires, de sorte que les candidats à ces fonctions de mandat sont susceptibles de se voir appliquer, conformément au projet examiné, le recours à des procédés numériques dans le cadre d'une procédure ou d'une épreuve de sélection prévue par ces textes.

3. Le préambule sera complété par le visa des fondements juridiques des dispositions du projet en tant que ce dernier s'applique aux mandataires des organismes d'intérêt public et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

4. Le préambule sera également complété par le visa des arrêtés abrogés par les articles 14 et 15 du projet.

5. L'alinéa relatif au test d'égalité des chances sera placé avant celui relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

⁴ Il est vrai cependant que les articles 448, § 1^{er}, du statut SPRB, 441, § 1^{er}, du statut OIP et 383, § 2, du statut SIAMU, habilitent le Gouvernement à établir le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection. Cela n'a cependant pas de sens que le Gouvernement se donne une habilitation à lui-même.

DISPOSITIF

Article 2

1. À l'alinéa 1^{er}, en projet, il est question de « jours calendrier ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il y a lieu d'omettre le mot « calendrier »⁵.

2. L'alinéa 2 du même article recourt à la notion de « jours ouvrables ».

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, cette expression exclut le dimanche et les jours fériés légaux, mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable⁶.

Si l'intention de l'auteur du projet était, pour l'application du texte, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter le dispositif en indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 3

Afin d'éviter que la première phrase de l'article 3 constitue un simple rappel de ce que prévoient déjà les statuts SPRB, OIP et SIAMU à propos des commissions de sélection de mandataires, il convient de rédiger la disposition comme suit :

« Art. 3. Les commissions de sélection créées par l'article 446 du statut des services publics, l'article 439 du statut des organismes d'intérêt public et 382 du statut SIAMU, ont leur siège (...la suite comme au projet) ».

Article 4

L'article 4 constitue une reproduction des dispositions prévues respectivement :

- Aux articles 437 et 446 du statut SPRB ;
- Aux articles 430 et 439 du statut OIP ;
- Aux articles 375 et 382 du statut SIAMU.

Partant, il sera omis.

⁵ Voir en ce sens l'avis n° 67.797/4-2/V donné le 28 août 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' ; l'avis n° 62.722/4 donné le 12 février 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62722.pdf>.

⁶ Voir par exemple : C.E.(8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et C.E. (8^e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

Article 6

L'article 450, § 1^{er}, du statut SPRB, dispose que

« Le secrétariat de la commission de sélection est saisie par la GRH de la demande d'avis visée à l'article 453, alinéa 1^{er} ».

De même, l'article 443, § 1^{er}, du statut OIP, dispose que

« Le secrétariat de la commission de sélection est saisi par la GRH de la demande d'avis visée à l'article 446, alinéa 1^{er} ».

Enfin, l'article 385, § 1^{er}, du statut SIAMU, prévoit que

« Chaque commission de sélection des mandataires est saisie par le président du conseil de direction de la demande d'avis visée par l'article 388, alinéa 1^{er} ».

Dès lors, il ne peut être prévu, à l'article 6, que la commission de sélection est saisie « suite à la déclaration de vacance » telle que prévue respectivement aux articles 443 du statut SPRB, 436 du statut OIP et 381 du statut SIAMU.

L'article 6 sera adapté de manière à prévoir que la commission de sélection est saisie suite à la demande d'avis visée aux articles 450, § 1^{er}, du statut SPRB, 443, § 1^{er}, du statut OIP et 385, § 1^{er}, du statut SIAMU.

Article 8

1. Les tirets seront remplacés par une énumération ⁷.
2. Dans la version française du 2^{ème} tiret, devenant 2°, le mot « compétent » sera inséré après le premier mot « fonctionnellement ».

Article 10

1. À l'alinéa 4, afin d'assurer la cohérence du dispositif en projet avec les statuts SPRB, OIP et SIAMU, il convient de prévoir que
« (le début comme au projet), la commission de sélection inscrit les candidats soit dans le groupe A 'apte', soit dans le groupe B 'non apte', et classe les candidats du groupe A. Cette inscription et ce classement ont lieu le jour où (la suite comme au projet) ».
2. Dans la version française de l'alinéa 7, il y a lieu d'écrire « sont transmis par mail au Gouvernement ».

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 59.

Article 11

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire que les modalités concernant l'organisation des procédures de manière numérique « sont communiquées » et, dans la version française de la même disposition, que ces modalités « doivent, pour chaque procédure ou chaque épreuve (... la suite comme au projet) ».

2. L'article 11 gagnerait à être complété en vue d'indiquer que le procédé technique auquel il est recouru doit être sécurisé, étant par ailleurs entendu que la disposition doit être comprise et appliquée en ce sens que les modalités d'organisation de la procédure, outre les garanties expressément envisagées *a minima* par le projet, respecteront également l'ensemble des règles et principes de droit administratif propres à garantir le caractère objectif des épreuves organisées par la voie numérique tenant dûment compte du principe de l'égal accès des candidats aux fonctions publiques ⁸.

Article 13

L'article 13, en tant qu'article exécutoire, sera placé en fin de dispositif ⁹.

Article 16

De l'accord du délégué, l'article 16 sera omis, ce qui aura pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur soit, conformément à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', le dixième jour après la publication au *Moniteur belge*.

ANNEXE

L'annexe à l'arrêté examiné portera la mention « Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du xxx fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection des mandataires des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale » ¹⁰.

L'intitulé de l'annexe sera du reste également précisé dans la version française.

*

⁸ Voir en ce sens l'avis n° 67.398/4 donné le 18 mai 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/024 du 28 mai 2020 'relatif à l'organisation par procédés numériques des procédures relatives à la sélection interne ou externe de personnel pour les services publics et les organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

⁹ Les articles 14 à 16 seront renumérotés en conséquence.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Over het ontwerp is geen overleg gepleegd met de vakbonden. De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dat overleg met de vakbonden niet heeft plaatsgevonden, en heeft dat als volgt gerechtvaardigd:

“ Le projet d’arrêté n’a pas été soumis à négociation au Secteur XV au motif qu’il ne relève pas de réglementations visées à l’article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ”.

Artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ luidt als volgt:

“Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen en in de andere door Hem bepaalde gevallen, kunnen de bevoegde administratieve overheden niet dan na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités vaststellen:

1° grondregelingen ter zake van

- a) het administratief statuut, met inbegrip van de vakantie- en verlofregeling;
- b) de bezoldigingsregeling;
- c) de pensioenregeling;
- d) de betrekkingen met de vakorganisaties;
- e) de organisatie van de sociale diensten.

De Koning wijst de grondregelingen aan, met opgaaf, hetzij van de daarin behandelde stof, hetzij van de daarin opgenomen bepalingen. Aan de daartoe vast te stellen besluiten gaan de in dit artikel voorgeschreven onderhandelingen vooraf”.

Artikel 3, 1°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 ‘tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ luidt als volgt:

“Als grondregelingen in verband met het administratief statuut worden beschouwd, de regels tot vaststelling van: 1° de voorwaarden waaraan men moet voldoen om als personeelslid te worden aangeworven, tot de stage toegelaten of benoemd, met inbegrip van de deelnemingsvoorwaarden voor de eventueel eraan voorafgaande vergelijkende examens, examens of proeven en de regels volgens welke de examens worden georganiseerd en de examenprogramma's worden vastgesteld”.

Bepalingen van het ontwerp zoals die van artikel 7 betreffende de oproeping van de kandidaten, van artikel 10, vierde lid, betreffende de datum waarop de rangschikking wordt opgemaakt of van artikel 11 betreffende de digitaal georganiseerde selectieprocedures, hebben wel degelijk betrekking op de rechten en plichten van de betrokken kandidaat-mandaathouders tijdens de selectieprocedure, zodat het voornoemde vormvereiste voor de hele tekst moet worden vervuld.¹

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld, waarna in de aanhef van het ontworpen besluit moet worden vermeld dat dit vormvereiste is vervuld.

2. In verband met de digitaal georganiseerde selectieprocedures bepaalt artikel 11, tweede lid, het volgende:

“Alle soorten van opnames (foto, video, geluid) gedurende de procedure is verboden tenzij voor opleidingsdoeleinden.² In dat geval zullen alle betrokkenen hierover vooraf geïnformeerd worden”.

Een opname voor opleidingsdoeleinden houdt mogelijk een verwerking van persoonsgegevens in.

Naar aanleiding van een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“ Il sera veillé au respect des dispositions du RGPD : l’administration recueillera au préalable le consentement des participants et ils seront également informés sur le délai de sauvegarde de l’enregistrement réalisé”.

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.³

¹ Zie in die zin advies 43.705/4, op 6 november 2007 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 mei 2008 ‘tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/43705.pdf>.

² De gemachtigde van de minister heeft de volgende precisering gegeven: “ Par la mention ‘fins de formation’, l’administration entend la formation de nouveaux collaborateurs, à savoir, les personnes désignées en qualité de secrétaires de la commission de sélection”.

³ Zie in die zin advies 67.028/2, o p18 maart 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 26 maart 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor

Vanwege de verwerking van persoonsgegevens die het in het vooruitzicht stelt, dient dit ontwerpbesluit bijgevolg om advies te worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Vervolgens moet de aanhef van het ontwerp op dat punt worden aangevuld.

Als de tekst die aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, ten gevolge van de vervulling van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient te worden verwezen naar artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ als rechtsgrond van het ontwerp.

2. Een besluit van de regering kan niet als rechtsgrond dienen voor een ander verordeningbesluit van de regering.

Het tweede tot het vierde lid moeten worden weggelaten in zoverre ze bij wijze van rechtsgrond melding maken van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: “het statuut GOB”), van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: “het statuut ION”) en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH)’ (hierna: “het statuut DBDMH”).⁴

Het is evenwel wenselijk die teksten te vermelden in overwegingen, aangezien de procedures en proeven voor de selectie van mandaathouders in het voorliggende ontwerp zo worden georganiseerd dat de kandidaten voor die mandaatfuncties, overeenkomstig het voorliggende ontwerp, mogelijk te maken krijgen met een digitaal georganiseerde selectieprocedure of selectieproef.

geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’,
<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67028.pdf>.

⁴ Bij artikel 448, § 1, van het statuut GOB, bij artikel 441, § 1, van het statuut ION en bij artikel 383, § 2, van het statuut DBDMH wordt de regering weliswaar gemachtigd om het reglement van inwendige orde van de selectiecommissies vast te leggen, maar het heeft geen zin dat de regering zichzelf een machtiging verleent.

3. In zoverre het ontwerp van toepassing is op de maandaathouders van de instellingen van openbaar nut en van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, moet de aanhef worden aangevuld met een verwijzing naar de rechtsgronden van de betreffende bepalingen van het ontwerp.
4. Ook moet de aanhef worden aangevuld met de verwijzing naar de besluiten die bij de artikelen 14 en 15 van het ontwerp worden opgeheven.
5. Het lid betreffende de gelijkekansentest moet vóór het lid betreffende het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State worden geplaatst.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In het ontworpen eerste lid is sprake van “kalenderdagen”.

Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk wordt omschreven, dient het woorddeel “kalender-” te worden weggelaten.⁵
2. In het tweede lid van hetzelfde artikel wordt het begrip “werkdag” gehanteerd.

Volgens een vaste rechtspraak dekt die uitdrukking, behoudens andersluidende bepaling, niet de zondagen en wettelijke feestdagen, maar zijn de zaterdagen daarentegen wel werkdagen.⁶

Als het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om voor de toepassing van de tekst de zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, zou het dispositief moeten worden aangevuld met de vermelding dat met het begrip “werkdag” alle dagen worden bedoeld die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

⁵ Zie in die zin advies 67.797/4-2/V, op 28 augustus 2020 gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’; advies 62.722/4, op 12 februari 2018 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62722.pdf>.

⁶ Zie bijvoorbeeld RvS (VIIIe kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret, en RvS (VIIIe kamer), 11 februari 2014, nr. 226375, Libert.

Artikel 3

Om te voorkomen dat de eerste zin louter een herhaling is van wat reeds in de statuten GOB, ION en DBDMH wordt bepaald over de selectiecommissies voor mandaathouders, zou de bepaling als volgt moeten worden geredigeerd:

“Art. 3. De selectiecommissies opgericht bij artikel 446 van het statuut van de overheidsdiensten, bij artikel 439 van het statuut van de instellingen van openbaar nut en bij artikel 382 van het statuut DBDMH, zijn gevestigd (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 4

In artikel 4 worden de bepalingen overgenomen uit respectievelijk:

- de artikelen 437 en 446 van het statuut GOB;
- de artikelen 430 en 439 van het statuut ION;
- de artikelen 375 en 382 van het statuut DBDMH.

Het artikel moet derhalve worden weggelaten.

Artikel 6

Artikel 450, § 1, van het statuut GOB bepaalt het volgende:

“Het secretariaat van de selectiecommissie wordt door HRM gevat voor de adviesaanvraag bedoeld in artikel 453, eerste lid”.

Evenzo stelt artikel 443, § 1, van het statuut ION het volgende:

“Het secretariaat van de selectiecommissie wordt door het HRM gevat door de adviesaanvraag bedoeld in artikel 446, eerste lid”.

Ten slotte luidt artikel 385, § 1, van het statuut DBDMH als volgt:

“Elke selectiecommissie van de mandaathouders wordt gevat door de voorzitter van de directieraad door het indienen van een verzoek om advies bedoeld in artikel 388, eerste lid”.

Bijgevolg kan in artikel 6 niet worden bepaald dat de selectiecommissie wordt gevat “naar aanleiding van een vacantverklaring” zoals bepaald in respectievelijk artikel 443 van het statuut GOB, artikel 436 van het statuut ION en artikel 381 van het statuut DBDMH.

Artikel 6 moet worden aangepast zodat het bepaalt dat de selectiecommissie gevat wordt naar aanleiding van de adviesaanvraag bedoeld in de artikelen 450, § 1, van het statuut GOB, 443, § 1, van het statuut ION en 385, § 1, van het statuut DBDMH.

Artikel 8

1. De streepjes moeten worden vervangen door een opsomming met nummers.⁷
2. In de Franse tekst van het tweede streepje, dat een punt 2° moet worden, dient het woord “compétent” te worden ingevoegd na het eerste woord “fonctionnellement”.

Artikel 10

1. Om ervoor te zorgen dat het ontworpen dispositief coherent is met de statuten GOB, ION en DBDMH, dient in het vierde lid het volgende te worden bepaald:
“(begin zoals in het ontwerp) schrijft de selectiecommissie de kandidaten in, ofwel in groep A ‘geschikt’, ofwel in groep B ‘niet geschikt’, en rangschikt ze de kandidaten van groep A. Die inschrijving en die rangschikking vinden plaats op de dag waarop (voorts zoals in het ontwerp)”.
2. In de Franse tekst van het zevende lid dient men “sont transmis par mail au Gouvernement” te schrijven.

Artikel 11

1. In het eerste lid dient men te schrijven dat de modaliteiten voor de organisatie van deze digitale processen “worden meegedeeld”, en in de Franse tekst van dezelfde bepaling dat ze “doivent, pour chaque procédure ou chaque épreuve (voorts zoals in het ontwerp) ”.
2. Artikel 11 zou beter aanvullend vermelden dat de technische methode waarop men een beroep doet, beveiligd moet worden, overigens met dien verstande dat de bepaling zo moet worden opgevat en toegepast dat de regels voor de organisatie van de procedure, los van de minimale waarborgen die het ontwerp uitdrukkelijk in het vooruitzicht stelt, ook in overeenstemming moeten zijn met alle regels en beginselen van het bestuursrecht die de objectiviteit van de digitaal georganiseerde examens waarborgen, terdege rekening houdend met het beginsel van gelijke toegang van de kandidaten tot openbare functies.⁸

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 59.

⁸ Zie in die zin advies 67.398/4, op 18 mei 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met bijzondere machten nr. 2020/024 van 28 mei 2020 ‘betreffende de organisatie op digitale wijze van de procedures met betrekking tot de interne en externe selectie van het personeel voor de overheidsdiensten en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Artikel 13

Artikel 13 moet als uitvoeringsbepaling op het einde van het dispositief worden geplaatst.⁹

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 16 moet worden weggelaten, wat tot gevolg zou hebben dat de gemeenrechtelijke regeling voor de inwerkingtreding zou gelden, met andere woorden dat het besluit, overeenkomstig artikel 39, derde lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, in werking zou treden op de tiende dag na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

BIJLAGE

De bijlage bij het voorliggende besluit moet de volgende vermelding bevatten: “Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van xxx tot bepaling van het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies voor mandaathouders van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.¹⁰

Bovendien moet de Franse tekst van de bijlage nog van een opschrift worden voorzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁹ De artikelen 14 tot 16 moeten dienovereenkomstig worden hernummerd.

¹⁰ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 172.